

SYRIE

Après l'offensive militaire, les Russes attaquent sur le plan diplomatique

Le Président syrien Bachar Al-Assad a interpellé la communauté internationale en lui signifiant que seule une victoire contre les terroristes dans son pays pourra protéger d'autres pays contre le phénomène et conduire à un règlement politique du conflit syrien.

«La victoire contre le terrorisme protégera non seulement la Syrie, mais tous les autres pays», a déclaré le Président syrien en recevant une délégation de parlementaires russes dimanche à Damas. Pour ce faire et résoudre définitivement la crise syrienne, le président Al-Assad prévoit, mais sous conditions, des élections ouvertes à toutes les forces politiques du pays. M. Al-Assad est «prêt à organiser des élections avec la participation de toutes les forces politiques qui veulent que la Syrie prospère», a confirmé le député Alexandre Louchtchenko, membre de la délégation russe qui a été reçue par le Président syrien.

«Ces élections ne pourront avoir lieu une fois que la Syrie aura été libérée [Ndlr: du groupe terroriste autoproclamé Etat islamique (Daesh)], et M. Al-Assad a l'intention d'y participer si le peuple n'y est pas opposé», a ajouté M. Louchtchenko. Le chef de l'Etat syrien pense

que cette solution «préservera la souveraineté de son pays, son indépendance et l'intégrité de son territoire».

Le déplacement de la délégation russe à Damas intervient cinq jours à peine après la visite de M. Al-Assad à Moscou. Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, avait suggéré la veille, qu'il était temps de se préparer à des élections en Syrie.

Mais l'appel a été rejeté en l'état par l'Armée syrienne libre (ASL), de l'opposition dite modérée, soutenue par l'Occident, avait rapporté l'agence de presse syrienne Sana. «Moscou tente de contourner les demandes du peuple syrien pour un départ d'Al-Assad», avait estimé Samir Nashar, un représentant de la coalition de l'opposition. «Les Russes ignorent la réalité du terrain, avec des millions de personnes ayant été déplacées en Syrie et ayant fui à l'étranger. Les villes sont détruites chaque jour», avait-il ajouté. «Quelles élections tenir dans de telles circonstances ?», a-t-il martelé.

Par ailleurs, le ballet diplomatique russo-américain autour du conflit syrien se poursuit en faisant dire aux Russes, soutien historique de Damas, «être prêts à aider l'Armée syrienne libre (ASL)», tandis que les Etats-Unis, obtus, ont réaffirmé «la nécessité d'une transition» sans le Président syrien Bachar Al-Assad.

Toujours sous la houlette des Russes, une réunion vendredi entre Moscou et le trio Washington-Riyadh-Ankara a permis la mise en place d'un processus à même de faire évoluer les positions des uns et des autres, selon les observateurs. Cette réunion quadripartite, une première diplomatique, pourrait être suivie

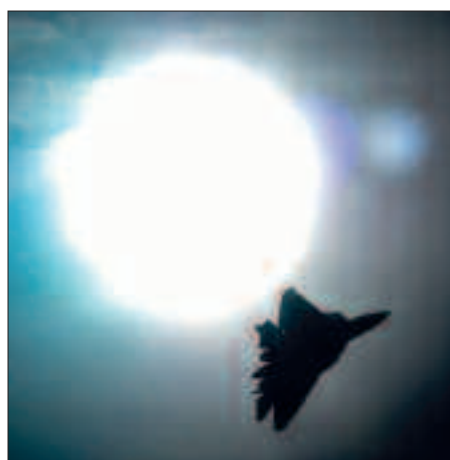


Photo : DR

d'une autre dès le 30 octobre, réunissant davantage de participants, selon le chef de la diplomatie américaine John Kerry et son homologue russe Sergueï Lavrov. Parallèlement, un accord de «coopération» de la Russie avec la Jordanie, traditionnelle alliée des Etats-unis, a été annoncé par le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov qui a de nouveau eu avec le secrétaire d'Etat américain, John Kerry, un entretien téléphonique pendant lequel ils y évoquaient «les modalités d'organisation d'un processus politique entre le gouvernement syrien et l'opposition», selon un communiqué de la diplomatie russe.

Quant au chef de la diplomatie saoudienne, Adel Al-Jubeir, qui a insisté dimanche au Caire sur le fait que M. Al-Assad «n'aura pas de rôle à jouer dans l'avenir de la Syrie», a, toutefois, fait état de «progrès» et «de rappro-

chements entre les positions» des différents pays impliqués, qui ont désormais «besoin de davantage de consultations». Selon les observateurs, la Russie avait, en effet, créé la surprise à Vienne en annonçant une nouvelle alliance : une «coordination» de ses opérations militaires dans le ciel syrien avec la Jordanie, membre de la coalition internationale menée par les Etats-Unis contre l'organisation terroriste Daesh. Si les contours de cette coopération n'ont pas été précisés, un «mécanisme» permettant sa mise en œuvre est en place à Amman, selon la Russie et la Jordanie. Amman a pour sa part précisé que «la coopération entre la Jordanie et la Russie est ancienne» et que la Jordanie «est toujours membre de la coopération internationale contre le terrorisme» menée par Washington. Sur le terrain, les bombardements de l'aviation russe visant les terroristes en Syrie, à la demande de Damas, continuent faisant des dizaines de morts et favorisant l'exode de centaines de familles fuyant la guerre.

Optimiste, le président du Parlement syrien, Jihad Al-Lahham, affirme que les opérations conjointes russo-syriennes contre les terroristes en Syrie «commencent à donner de grands résultats». Depuis son déclenchement en mars 2011, le conflit en Syrie, qui s'est compliqué avec l'émergence de plusieurs groupes terroristes et ultra-radicaux, tels que Daesh et le Front al Nosra — la branche syrienne d'al-Qaïda — a fait plus de 250 000 morts.

Environ sept millions de personnes sont en outre déplacées dans leur propre pays et quatre millions de Syriens se sont réfugiés dans les pays voisins.

LIBYE

Une ONG autorisée à rencontrer Saadi Al-Guedhafi

L'ONG Human Rights Watch (HRW) a indiqué hier avoir rencontré Saadi Al-Guedhafi et des responsables des anciennes autorités déchues en Libye.

«Pour la première fois depuis son extradition du Niger en mars 2014», Saadi Al-Guedhafi, jugé pour meurtre en 2005 d'un ancien entraîneur d'Al-Ittihad, club de football de Tripoli, et participation à la répression de la révolte en 2011, «a pu s'entretenir (...) avec une ONG des droits de l'Homme», a indiqué HRW dans un communiqué. Une équipe de l'ONG a pu rencontrer, en privé, Saadi Al-Guedhafi le 15 septembre 2015 à la prison d'Al-Hadba Al-Khadra à

Tripoli. Elle s'est également entretenue avec l'ex-chef de la sécurité Abdallah Senoussi et deux anciens Premiers ministres du régime d'Al-Guedhafi, Al-Baghdadi Al-Mahmoudi et Abouzeid Dorda, condamnés à mort en juillet par un tribunal de Tripoli.

Saadi Al-Guedhafi a «affirmé être détenu en cellule d'isolement, sans fenêtre mais avec un ventilateur, et n'avoir aucun contact avec les autres détenus», selon le rapport. Depuis le début de son pro-

cès en mai 2014, Saadi a comparu à trois reprises devant le tribunal à Tripoli et devrait de nouveau être entendu le 1^{er} novembre.

Saadi a «indiqué que les témoins de la défense étaient soumis à d'énormes pressions et que ses avocats n'étaient pas présents durant ses interrogatoires, a rapporté HRW. En août, une vidéo avait circulé sur les réseaux sociaux montrant Saadi Al Guedhafi subissant de mauvais traitements de la part de ses geôliers, et HRW avait demandé l'ouverture d'une enquête. La prison où il est détenu est contrôlée par Fajr Libya, une coalition de milices

qui a pris le contrôle de Tripoli en août 2014, et y a instauré un gouvernement et un Parlement qui ne sont pas reconnus par la communauté internationale. Sur les sept fils d'Al Guedhafi, trois sont morts pendant la révolution, de même que leur père, tué par des rebelles en octobre 2011.

Seif Al-Islam a été condamné à mort le 28 juillet par un tribunal de Tripoli pour notamment assassinats, pillages et sabotages. Il est incarcéré à Tripoli depuis son extradition du Niger en mars 2014 où il avait fui à cause des événements ayant secoué la Libye en 2011.

ALORS QU'IL TENTAIT DE FAIRE PASSER DEUX TONNES DE DROGUE

Un prince saoudien arrêté au Liban

Un prince saoudien a été arrêté hier au Liban dans la plus grosse saisie de drogue jamais effectuée à l'aéroport de Beyrouth, a déclaré à l'AFP un responsable de la sécurité. «Les services de sécurité de l'aéroport ont arrêté le prince Abdel Mohsen Ibn Walid Ibn Abdelaziz alors qu'il tentait avec quatre autres personnes d'embarquer pour Riyad dans un avion privé près de deux tonnes de pilules de Captagon (une drogue à base d'amphétamine) et une quantité de cocaïne rangées dans des caisses», a affirmé cette source. D'après l'agence officielle libanaise ANI, les pilules étaient rangées dans «quarante valises» et la destination de l'avion était Riyad. Les cinq hommes «se trouvent toujours à l'aéroport et sont interrogés par la douane», a précisé la source de sécurité.

D'après cette dernière, il s'agit de «la plus importante saisie à l'aéroport international de Beyrouth». En avril 2014, 15 millions de pilules de Captagon avaient été saisies dans le port de la capitale libanaise, cachées dans des conteneurs de maïs.